



L'ajustement de l'emploi dans le bâtiment en Espagne représente ¼ des pertes d'emplois dans la zone euro

12 janvier 2010

Depuis le début de la crise, l'économie espagnole a perdu 1,8 million d'emplois, soit 9 % de l'effectif total (contre un recul de 2,3 % dans la zone euro). L'ajustement de l'emploi en Espagne est d'une telle ampleur qu'il constitue 55 % des pertes d'emplois de la zone euro, alors que l'emploi espagnol ne représente que 13 % de celui de la zone. En effet, la crise financière a amplifié un retournement du secteur immobilier qui était inéluctable après plusieurs années de surchauffe, se traduisant par des destructions massives d'emplois du fait de la flexibilité du marché du travail.

Le marasme du secteur immobilier a entraîné un fort recul de la demande intérieure (-9 % depuis le point haut de la fin 2007), en comparaison avec la zone euro (-3,8 % entre le premier trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009). L'effondrement des mises en chantier (-66 % depuis le pic de 2006) dans un contexte de hausse du taux de défaut et de baisse des prix immobiliers a conduit à un recul de 32 % de l'emploi dans le secteur de la construction (soit 870 000 emplois en moins, tableau). L'emploi dans ce secteur qui représentait 13 % de l'emploi total fin 2007 après plus d'une décennie de sur-investissement est descendu à 9 % au troisième trimestre 2009, mais reste supérieur aux ratios observés au milieu des années 1990 et aux ratios des autres pays européens (7 % par exemple en France début 2009). L'ajustement dans le secteur du bâtiment pourrait donc se poursuivre encore. Dans les autres secteurs, l'évolution de l'emploi a été comparable à celle des autres pays européens. L'emploi dans l'industrie a baissé de 17 %, suite à la chute de la production industrielle (-27 % en cumulé entre le début 2007 et le troisième trimestre 2009), tandis que l'emploi dans les services a peu diminué, notamment du fait de la poursuite des créations d'emplois dans les services non marchands (éducation, santé...). C'est donc bien le comportement du secteur de la construction -qui explique 53 % des baisses d'emplois totales en Espagne- qui est à l'origine de l'ampleur de l'ajustement en Espagne par rapport aux autres pays.

Tableau : Pertes d'emplois en Espagne dans les différents secteurs d'activité

Par rapport au T3 2007	Agriculture	Industrie	Construction	Services
Part dans l'emploi	4%	16%	13%	67%
Pertes d'emploi :				
En valeur absolue	150 000	540 000	870 000	90 000
En %	17%	17%	32%	1%
Part dans les pertes d'emplois	9%	33%	53%	5%

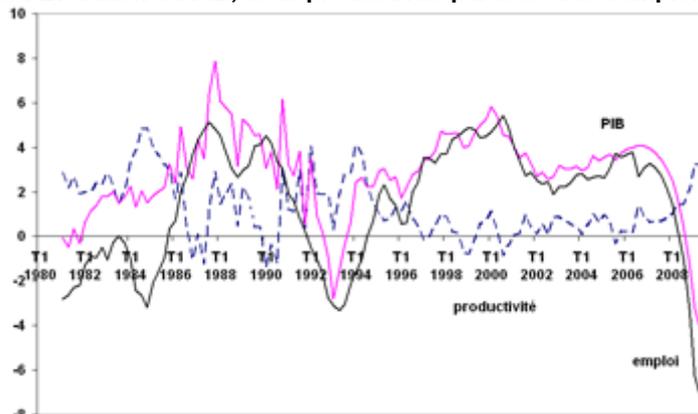
Source des données : INE

L'ajustement fort et rapide de l'emploi à la chute de la demande intérieure est dû à la proportion élevée de contrats temporaires dans l'emploi salarié avant la crise (32 %). Depuis le troisième trimestre 2007, 1,3 million de CDD (contrats à durée déterminée) n'ont pas été reconduits, l'ajustement de l'emploi ayant porté à 80 % sur ces contrats. C'est évidemment le secteur de la construction qui a le plus contribué à ces destructions (600 000), étant donnée la part élevée de CDD dans ce secteur (55 % en 2007). Au final, 25 % des CDD n'ont pas été reconduits,

cette proportion atteignant presque 50 % dans la construction. Cependant, les contrats à durée indéterminée semblent de moins en moins à l'abri, le nombre de destructions s'étant accéléré mi-2009, tandis que les contrats temporaires augmentaient légèrement dans l'hôtellerie et les administrations publiques.

Contrairement à la plupart des pays européens, la productivité par tête ne s'est pas dégradée : elle s'est améliorée, l'emploi ayant plus chuté que le PIB (graphique). La croissance de la productivité n'a jamais été aussi élevée depuis 1995 (2,7 % en moyenne en rythme annualisé depuis fin 2007). Cette amélioration fait suite à plusieurs années de quasi-stagnation (0,4 % l'an en moyenne entre 1996 et 2007 en rythme annualisé) qui avaient été marquées par le développement des secteurs à forte intensité de main d'œuvre (construction principalement) et par la régularisation de travailleurs non déclarés (à production fixe). Paradoxalement, les gains de productivité récents se concentrent essentiellement dans le secteur de la construction. Comme dans la plupart des pays de la zone euro, la productivité dans l'industrie s'est quant à elle dégradée, signe que l'ajustement de l'emploi dans l'industrie n'est pas achevé. L'amélioration de la productivité et la hausse du taux de marge dans les entreprises de la construction toujours en activité ne doivent pas masquer la fragilité de ce secteur : les faillites d'entreprises, l'explosion des défauts de paiement et le stock élevé de logements disponibles devraient se traduire par une contraction durable et sans doute plus forte de la valeur ajoutée dans les trimestres à venir.

Graphique : Evolution du PIB, de la productivité par tête et de l'emploi espagnols



Source des données : INE.

La chute vertigineuse de l'emploi a conduit à une hausse d'environ 10 points du taux de chômage depuis mi-2007 : ce dernier est en effet passé de 8 % de la population active à 17,9% au troisième trimestre 2009 selon l'enquête de population active (18,7 % selon Eurostat). La hausse du taux de chômage a cependant été un peu atténuée en 2009 par le ralentissement de la croissance de la population active, puisque cette dernière ne croissait plus que de 0,2 % en rythme annuel au troisième trimestre 2009 (contre 3 % fin 2008). Ce mouvement, qui s'explique par la conjonction d'une moindre progression de la population âgée de plus de 16 ans à partir du début 2008 et par la baisse du taux d'activité depuis le début 2009^[1], repose essentiellement sur le comportement de la population étrangère. Non seulement le taux d'activité des étrangers a plus baissé que celui des espagnols^[2], mais surtout le ralentissement de la population est lié aux moindres flux d'immigration^[3].

^[1] En période de baisses d'emplois, on assiste en effet au retrait du marché du travail de personnes découragées.

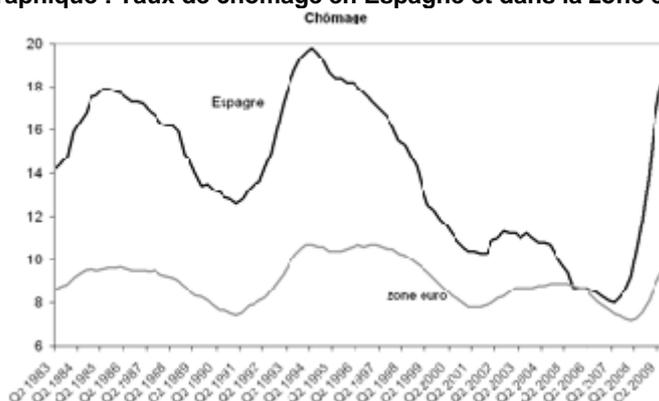
^[2] Avec la crise, le taux de chômage des étrangers a plus augmenté que celui des espagnols, puisqu'ils ont contribué à 25 % de la hausse du nombre de chômeurs, alors qu'ils ne représentent que 15 % de la population active. Pâtissant plus de la récession que les espagnols, ils sont les premiers à se retirer du marché du travail.

^[3] La croissance de la population étrangère a été forte en moyenne entre 2000 et 2007 (expliquant les ¾ de la croissance de la population), permettant de soutenir l'expansion de l'économie espagnole. La population immigrée provenait essentiellement de Roumanie, du Royaume-Uni, du Maroc et d'Amérique du sud (Bolivie, Colombie et Equateur). En 2008, l'immigration a nettement ralenti (de Roumanie en particulier) et on a même observé une baisse de la population provenant de plusieurs pays d'Amérique du sud.

Face à la détérioration de la conjoncture, le gouvernement espagnol a adopté divers plans de relance pour soutenir l'activité et l'emploi. Il a notamment débloqué, en majorité pour 2009, 3 milliards d'euros pour soutenir des secteurs spécifiques (automobile, tourisme...) et 8 milliards destinés à un fonds local d'investissement pour financer des projets d'infrastructures des municipalités. Selon le gouvernement, ce dernier aurait permis de créer temporairement 425 000 emplois essentiellement dans le secteur de la construction. Pour 2010, un nouveau fonds de 5 milliards est prévu dont 80 % minimum des montants distribués aux municipalités sont destinés à de l'investissement, le reste concernant des dépenses sociales. L'Etat soutiendrait donc toujours le secteur de la construction en 2010, mais dans une moindre mesure.

Le bon élève de la décennie 2000 est désormais en queue de peloton européen. Alors que le taux de chômage avait diminué de près de 12 points, passant de 19,8% mi-1994 à 8% mi-2007, son augmentation récente a presque entièrement effacé la baisse précédente, dans un temps très court (graphique). Certes l'ajustement de l'emploi semble plus avancé en Espagne que dans les autres pays de la zone euro, mais *in fine* la situation économique et sur le marché du travail resterait bien plus dégradée qu'ailleurs. Le taux de chômage serait toujours le plus élevé en Europe. De plus, la croissance devrait être durablement plus faible : les moteurs internes des dernières années sont grippés, puisqu'au nombre élevé de chômeurs s'ajoutent le désendettement des ménages et l'apurement sur le marché immobilier. De plus, la compétitivité des entreprises espagnoles restant dégradée – avec des coûts salariaux unitaires dans l'industrie toujours dynamiques – l'Espagne ne profiterait pas pleinement du redémarrage du commerce mondial.

Graphique : Taux de chômage en Espagne et dans la zone euro



Sources : Eurostat, OCDE.

Sabine Le Bayon